

ASSEMBLEE NATIONALE

**COMMISSION ECONOMIE, FINANCES ET
CONTRÔLE DE L'EXECUTION DU BUDGET**

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité*Travail*Progrès

RAPPORT N°19

SUR

**LE PROJET DE LOI AUTORISANT
LA RATIFICATION DE L'ACCORD
DE FINANCEMENT RELATIF
AU
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT
DES ENTREPRISES ET A LA COMPETITIVITE
ENTRE
LA REPUBLIQUE DU CONGO
ET
LA BANQUE INTERNATIONALE POUR
LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT**

Quatorzième (14^e) législature

Cinquième session ordinaire administrative du 1^{er} février 2019

Le présent rapport est structuré comme suit :

- I. Introduction ;
- II. Présentation du projet de loi ;
- III. Examen du projet de loi ;
- IV. Conclusion.

I. INTRODUCTION

La Commission Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget s'est réunie les 12 et 18 décembre 2018 dans la salle 102 du Palais des Congrès, sous la direction de son Président, l'honorable **Maurice MAVOUNGOU**, afin d'examiner le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement relatif au projet d'appui au développement des entreprises et à la compétitivité entre la République du Congo et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.

Quinze (15) Honorables Députés membres de la Commission ont pris part aux travaux. Il s'agit de :

➤ Thierry HOBIE	Premier-Vice-Président ;
➤ Abel Joël OWASSA YAUCKA	Deuxième Vice-Président ;
➤ Marien MOBONDZO ENDZONGA	Rapporteur ;
➤ Bonaventure BOUDZIKA	Secrétaire ;
➤ Joseph BADIABIO	Membre ;
➤ Fidèle BOSSA	Membre ;
➤ Jean Pierre IBOMBO	Membre ;
➤ Avanke LEKOUNDZOU TSATSA	Membre ;
➤ Jean Valère MBANI	Membre ;
➤ Eugène MBANZOULOU	Membre ;
➤ Venance MOGNA	Membre ;
➤ Christophe NDIKI MAMPAKA	Membre ;
➤ Bernadette ONDZE née NGAMBOLO	Membre ;
➤ Honoré SAYI	Membre ;
➤ Paul Gibert TCHIGNOUMBA BOUMBA	Membre.

Excusés: (02)

➤ Justin KOUMBA	Membre ;
➤ Alexis NDINGA	Membre.

II. PRESENTATION DU PROJET DE LOI

L'Etat congolais et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ont signé le 21 juin 2018, l'accord de prêt n° 8851-CG d'un montant de treize (13) milliards de FCFA, en vue du financement du projet d'appui au développement des entreprises et à la compétitivité (PADE).

L'objectif visé par cet accord est de contribuer au financement du renforcement de la compétitivité des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les secteurs sélectionnés et dans les zones ciblées.

L'entrée en vigueur du présent accord de financement est conditionnée par sa ratification par la République du Congo, conformément à l'article VIII des conditions générales des crédits et dons de la Banque Mondiale.

Cet accord compte cinq (5) articles et trois (3) annexes.

III. EXAMEN DU PROJET DE LOI

L'examen de ce projet de loi a obéi à la procédure suivante :

1. Audition du Gouvernement ;
2. Préoccupations des Honorables Députés ;
3. Réponses du Gouvernement.

III.1. AUDITION DU GOUVERNEMENT

Pour examiner ce projet de loi, la Commission a procédé à l'audition de **Madame Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA BABACKAS**, Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale, qui a axé son exposé essentiellement sur les points suivants :

- l'objet du projet ;
- la description du projet ;
- les conditions et avantages du prêt.

III. 1.1. Objet du projet

Le PADEC dont l'objet est d'accélérer la diversification économique, axe n°3 du PND 2018-2022, a pour objectif, de renforcer la compétitivité des micros,

petites et moyennes entreprises (MPME) dans les secteurs sélectionnés et dans les zones géographiques ciblées.

III.1.2. Description du projet

Le Projet s'articule autour des trois composantes ci-après:

Composante 1 : Appui réglementaire et institutionnel pour améliorer l'environnement des affaires ;

Composante 2 : Appui direct aux MPME pour améliorer le développement et la compétitivité des chaînes de valeurs identifiées ;

Composante 3 : Mise en œuvre et coordination du Projet.

III.1.3. Conditions et avantages du prêt

Selon les termes de cet Accord de financement, une somme de vingt millions trois cent mille (20.300.000) Euros, soit treize milliards (13.000.000.000) de FCFA, est prêtée à l'Etat congolais aux conditions suivantes :

- le paiement d'une commission d'ouverture d'un quart pour cent (1/4 de 1%), soit 0,25% du montant du prêt ;
- le paiement d'une commission de service que doit verser l'Etat congolais sur le montant non décaissé du prêt de 0,25% par an ;
- le paiement d'un intérêt qui est le taux de référence majoré du taux fixe ou du taux qui peut s'appliquer suite à une conversion, sous réserve de l'article 3.02 des Conditions Générales ;
- le remboursement pour compter du 15 avril 2025 jusqu'au 15 octobre 2039, de la somme prêtée, les remboursements devant être effectués les 15 avril et 15 octobre de chaque année.

La date de clôture est fixée au 30 mai 2023.

III.2. Préoccupations des Honorables Députés

Au terme de l'exposé de Madame le Ministre, les Honorables Députés ont formulé les préoccupations portant sur :

1. l'état de l'environnement des affaires, notamment les effets produits par le Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie (PADE) clôturé récemment ;
2. les critères ayant prévalu à la sélection des entreprises concernées par ce projet d'une part et des zones géographiques ciblées d'autre part ;

3. la contribution des activités de ce projet à la réalisation des objectifs du PND.

III.3. Réponses du Gouvernement

A ces préoccupations, le Gouvernement a formulé les éléments de réponses ci-après :

1. **Sur l'état de l'environnement des affaires, notamment les effets produits par le Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie (PADE) clôturé récemment :**

Le but du PADE était de « promouvoir l'investissement privé dans des chaînes de valeurs du secteur privé hors pétrole et soutenir l'émergence d'un tissu des PME-PMI ».

Ainsi, le PADE avait pour mission, de proposer 85 procédures à supprimer en vue de réduire, de façon significative les délais et coûts relatifs à 7 sur 10 indicateurs Doing Business pour lesquels le Congo était le moins bien classé.

A cet effet, le PADE avait proposé la suppression de 65 procédures impactant six (6) indicateurs sur les sept (7) visés, soit un taux de réalisation de 85%.

2. **Sur les critères ayant prévalu à la sélection des entreprises concernées par ce projet d'une part et des zones géographiques ciblées d'autre part :**

Le projet sera principalement déployé dans les centres urbains et périurbains de Pointe-Noire et de Brazzaville, ainsi que le long du corridor de croissance Pointe-Noire-Brazzaville-Ouesso.

La sélection de ces zones tient du fait qu'elles abritent les plus grandes agglomérations du pays où sont localisés des centres présentant un potentiel important d'activités agricoles et agroalimentaires dérivées, d'infrastructures liées au commerce à l'industrie et au tourisme.

Pour ce qui est des entreprises concernées par le projet, elles ne sont pas encore sélectionnées. Elles le seront pendant la mise en œuvre du projet.

3. **Sur la contribution des activités de ce projet à la réalisation des objectifs du PND :**

La contribution du PADEC à la réalisation des objectifs du PND s'inscrit dans les composantes techniques des activités du projet, à savoir :

- l'appui politique, réglementaire et institutionnel à l'environnement des affaires.

- le soutien direct aux MPME pour renforcer le développement et la compétitivité des chaînes de valeur sélectionnées.

L'objectif de la première composante est de promouvoir les investissements dans les secteurs prioritaires (agriculture et agroalimentaire, transports-logistique, TIC et tourisme) ciblés par le projet et de renforcer l'environnement favorable au développement du secteur privé.

L'objectif de la composante 2 est de promouvoir l'entrepreneuriat et le développement des MPME congolaises et améliorer la compétitivité des chaînes de valeurs dans les secteurs prioritaires ayant un potentiel de croissance, notamment le transport et la logistique, l'agrobusiness et l'agroforesterie, les TIC et le tourisme.

On peut affirmer que les activités définies dans ces composantes du PADEC font de ce dernier une déclinaison opérationnelle du PND en matière du développement des entreprises et la compétitivité.

L'effet majeur induit et conjugué du PND et du PADEC, respectivement par la transformation du système productif par l'industrialisation et par l'appui au développement des entreprises et la compétitivité, sera de créer la richesse nationale, générer des emplois stables, décents et durables, réduire la pauvreté et soutenir la croissance économique.

La présentation qui est faite ici illustre bien l'existence d'une relation entre le PND et le PADEC dont l'articulation fera que toutes les activités du PADEC contribueront effectivement à la réalisation des objectifs du PND 2018-2022.

IV. CONCLUSION

Au terme des débats, la Commission Economie et Finances a adopté à l'unanimité le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement relatif au projet d'appui au développement des entreprises et à la compétitivité entre la République du Congo et la Banque Internationale pour la Construction et le Développement

Le vote de la Commission a donné les résultats suivants :

- Inscrits : 18
- Présents : 16
- Ont voté pour : 16
- Ont voté contre : 0
- Abstentions : 0

En conséquence, la Commission invite la plénière de l'Assemblée nationale à en faire autant.

Brazzaville, le 18 décembre 2018